

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2024



GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE DU

PREMIER SEMESTRE 2024

ACTIVITE DU GROUPE

(Article L 451-1-2 du Code Monétaire et Financier)

* * *

I / Données chiffrées, description de l'activité du groupe, événements importants au cours du premier semestre 2024

II / Principaux risques, incertitudes et faits majeurs pour le premier semestre 2024

III / Perspectives pour le second semestre 2024

IV / Principales transactions entre parties liées

I / DONNEES CHIFFREES, DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DU GROUPE, EVENEMENTS IMPORTANTS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2024

A/ CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires réalisé sur le premier semestre de l'exercice 2024 s'établit à 134,6 M€ contre 128 M€ sur la même période de l'exercice précédent, soit une augmentation de 5,2 %.

<i>En M€</i>	Secteur Propreté	Secteur Traitement Valorisation	Consolidé
Chiffre d'affaires externe 2024	105,0	29,6	134,6
Chiffre d'affaires externe 2023	100,4	27,6	128

L'activité Propreté ressort en hausse de 4,5% avec un chiffre d'affaires de 105,0 M€ pour le premier semestre de l'exercice 2024 porté par les revalorisations tarifaires, une dynamique en termes de reconductions de contrats, de nouveaux contrats et prestations tels que Marseille, et le développement de nos activités aux industriels.

L'activité Traitement-Valorisation affiche un chiffre d'affaires en croissance de 7,4% à 29,6 M€ sur les six premiers mois de l'exercice. Cette évolution reflète une augmentation significative des tonnages et des prix, notamment sur le site Ecopôle Azur Valorisation.

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion de l'UVE de Toulon, l'activité Zephyre¹ enregistre un chiffre d'affaires de 16,7 M€ au 30 juin 2024 contre 17,7 M€ un an auparavant.

B/ L'EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)²

Sur le premier semestre 2024, L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) atteint 20,1 M€, en recul de 4,3 M€ par rapport au 30 juin 2023, avec un taux de marge de 15,0 % du chiffre d'affaires. Cette baisse est principalement due au versement d'une provision de 5,7 M€ relative à la fin du contrat de Délégation de Service Public du site d'Aboncourt (décembre 2024).

Congés payés lors des arrêts maladie : loi DDAUE 2024

La Cour de cassation a rendu fin 2023 et début 2024 des arrêts qui réécrivent le code du travail sur les droits des salariés en période d'arrêt maladie et l'acquisition du droit à congés. Ces arrêts conduisent au maintien du droit à congés payés pendant les périodes de suspension du contrat de travail : maladie non professionnelle, accident du travail et maladie professionnelle supérieure à 1 an.

Le 8 février 2024, le Conseil d'Etat a rendu un avis permettant d'éclaircir les intentions du législateur :

- Limiter l'acquisition des droits à congés à 4 semaines par an (conforme au droit européen) ;

¹ Société détenue à hauteur de 51% par le Groupe, sans impact sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe et intégrée selon la méthode de la mise en équivalence

² EBE= résultat opérationnel + dotations aux amortissements et aux provision

- Prévoir un délai maximal de report. Le Conseil d'Etat estime qu'il est possible de prévoir une durée maximale de report pour les droits acquis avant et après l'entrée en vigueur de la loi. Un délai de report de 15 mois est envisagé dans le projet d'amendement du gouvernement ;
- Prescription, forclusion, loi de validation : le Conseil d'Etat rappelle qu'en matière d'indemnité compensatrice de congés payés, la prescription est de 3 ans à compter du jour où celui qui l'exerce a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer. Le Conseil d'Etat estime possible de prévoir que l'action du salarié qui est encore dans l'entreprise et qui demande le droit de prendre des congés au titre des dispositions introduites par le droit national par la loi de transposition, est soumise à un délai de forclusion de 2 ans à compter de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions législatives.

Sur cette base, au 31 décembre 2023, le Groupe avait procédé à une estimation du montant qui pourrait résulter de cette nouvelle législation en tenant compte d'un délai de prescription de 3 ans pour l'ensemble des salariés.

Le montant estimé au 31/12/2023 pour le Groupe était de 843 K€. Au vu du montant et de l'incertitude juridique, il avait été décidé de ne pas comptabiliser de provisions.

Fin avril 2024, la loi relative à diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union Européenne, loi dite DDAUE, a été publiée au Journal Officiel. Elle comporte notamment les dispositions suivantes :

- Limite de l'acquisition des droits à congés :
 - o 24 jours par an pour les maladies et accidents non professionnels ;
 - o 30 jours par an pour les maladies ou accidents professionnels supérieurs à 1 an.
 Dans le cas où un accord d'entreprise serait plus intéressant pour le salarié, cet accord s'applique.
- Pour les salariés en poste : rétroactivité depuis le 1^{er} décembre 2009 pour les arrêts maladie ou accidents non professionnels avec un délai de forclusion de 2 ans.
- Pour les salariés sortis des effectifs : la prescription triennale de droit commun s'applique. Les sociétés sont soumises à une obligation d'information des salariés.

Au 30 juin 2024, le Groupe a estimé l'impact de cette nouvelle réglementation. Il est de 644 K€ et a été comptabilisé sur le premier semestre 2024.

C/ LE RESULTAT OPERATIONNEL

Le résultat opérationnel ressort en baisse de 12% à 8,0 M€ contre 9,1 M€ au premier semestre 2023.

Le premier semestre 2023 avait bénéficié d'une plus-value de cession d'immeuble, alors que le 1^{er} semestre 2024 est impacté par une augmentation des dotations aux amortissements et provisions. Nous avons acquis des immobilisations sur le deuxième 2023 et le premier semestre 2024 pour les nouveaux contrats tels que Lille et pour les importants renouvellements de contrats.

D/ LE RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier (Coût de l'endettement financier net +/- autres produits et charges financiers) représente un produit de 4,0 M€ au 30 juin 2024 contre un produit de 1,5 M€ au 30 juin 2023, dont 2,6 M€ essentiellement dus à un changement de taux d'actualisation (hausse du taux OAT qui est passé de 2,79% au 31 décembre 2023 à 3,48% au 30 juin 2024) sur les provisions pour suivi trentenaire.

E/ LE RESULTAT NET

Le résultat net du premier semestre 2024 s'élève à 8,9 M€ contre 7,9 M€ l'année précédente. La marge nette (Résultat net/Chiffre d'affaires) est de 6,6 % contre 6,1% l'année précédente.

F/ BILAN

Durant ce premier semestre la trésorerie nette s'élève à 87,4 M€ contre 92 M€ au 31 décembre 2023.

Au 30 juin 2024, les dettes financières nettes de trésorerie s'élèvent à 8,8 M€ (contre 10,4 M€ au 31 décembre 2023) soit un ratio dettes nettes sur fonds propres de 8,9% contre 10,9% au 31 décembre 2023.

Les dettes financières nettes ont été impactées au premier semestre du retraitement des actifs en location conformément à la norme IFRS16. Ce retraitement augmente les dettes nettes de 12,4 M€ contre 14,3 M€ au 31 décembre 2023.

Au 30 juin 2024, le Groupe a généré une capacité d'autofinancement (après coût de l'endettement financier net et impôt) de 18,3 M€ sur le premier semestre, contre 20,6 M€ au 30 juin 2023.

II / PRINCIPAUX RISQUES, INCERTITUDES ET FAITS MAJEURS POUR LE PREMIER SEMESTRE 2024

Nouveau marché pour la construction et l'exploitation du futur Pôle de Transition Environnementale de l'agglomération dracénoise

Avec Paprec Energie, le Groupe a remporté la construction et l'exploitation du futur Pôle de Transition Environnementale de Dracénie Provence Verdon. Ce contrat a une durée de 25 ans et représente un investissement de 130 M€.

Ce contrat de Délégation de Service Public (DSP) porte sur la construction et l'exploitation :

- d'une unité de tri-pré-traitement,
- d'une unité de valorisation des déchets ménagers et assimilés, et,
- d'un réseau de chaleur.

L'investissement total s'élève à 130 M€ et sera porté par une Société d'Economie Mixte à Opération unique (SEMOP).

L'objectif du futur Pôle de Transition Environnementale est de garantir l'autonomie et la maîtrise des coûts de traitement des déchets ménagers du territoire tout en valorisant l'énergie produite localement en chaleur et en électricité par la production de Combustible Solide de Récupération (CSR).

Litige du collectif de salariés TEODEM

Pour rappel, le contrat de collecte entre la société TEODEM et le client ECI a été résilié par anticipation en date du 30 juin 2020 et un nouvel opérateur a pris la suite de TEODEM pour l'exécution du contrat. En dépit de cela, au cours du premier semestre 2022, un litige avec un collectif d'anciens salariés de TEODEM a débuté. La société TEODEM a été assignée aux prud'hommes marocains. Les salariés considèrent qu'ils auraient dû être licenciés et réclament des indemnités de licenciement alors que dans ce type de contrat, les salariés sont théoriquement repris par le nouvel opérateur. Le montant global réclamé par les anciens salariés s'élève à 7,9 M€.

Sur la base d'une évaluation du risque par le conseil de la société TEODEM, une provision de 1,7 M€ a toutefois été comptabilisée au 31 décembre 2022.

En 2023, le collectif des salariés a été débouté en première instance. La quasi –totalité des salariés ayant fait appel. Une reprise de 0,2 M€ a été faite au 31 décembre 2023 pour tenir compte de ceux qui ont décidé de ne pas poursuivre la procédure.

Au cours du premier semestre 2024, le Groupe a gagné la procédure en appel. Cependant, le délai de pourvoi en cassation n'est pas encore terminé à la date d'arrêté des comptes. Le Groupe a alors décidé de conserver la provision dans les comptes au 30 juin 2024.

Arrêt du centre d'exploitation d'OUM AZZA

En octobre 2019, notre filiale TEODEM a procédé à la signature d'un protocole de résiliation à l'amiable de l'exploitation du centre de traitement et de valorisation des déchets d'Oum Azza, à effet du 30 juin 2020.

En mai 2020, le client n'ayant pas réussi à confier, comme il l'avait prévu à un autre prestataire, l'exploitation de ce site, nous a sollicité pour reporter la date d'effet du protocole de résiliation au 31 décembre 2020.

Compte-tenu des arriérés non payés par le client sur ce contrat, et de notre prudence quant à sa capacité à nous payer cette exploitation supplémentaire, nous avons refusé sa demande.

Sous le prétexte d'un prétendu dégagement d'odeur, quatre jours avant la prise d'effet de la résiliation au 30 juin 2020, le client a mis en demeure TEODEM de régulariser la situation dans les 24 heures.

Malgré notre réponse dès le 27 juin 2020, le client a cru pouvoir prendre une décision de « mise en régie » de l'exploitation le 1er juillet 2020 soit le lendemain de la date fixée dans le protocole pour la prise d'effet de la résiliation du contrat de gestion déléguée (30 juin 2020).

Par ailleurs, cette même décision de mise en régie provisoire comporte une autre décision unilatérale, sans aucun fondement juridique invoqué, de suspension de la convention de gestion déléguée et du protocole de résiliation.

Pour notre part, et conformément au protocole, nous avons arrêté l'exploitation comme prévu le 30 juin 2020.

La décision du client du 1er juillet 2020 a été contestée dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir. Le 9 mars 2021, le Tribunal Administratif de Rabat a déclaré notre requête irrecevable en ce qu'elle devrait être portée devant le juge du contrat et non celui de l'excès de pouvoir. Afin de respecter les clauses du contrat et du protocole de résiliation, nous avons mis en œuvre les clauses de règlement des conflits qui prévoient la saisine du Ministère de l'Intérieur comme conciliateur, et en cas d'échec la saisine du CIRDI.

En août 2023, le Groupe a entrepris la saisine du CIRDI afin de faire valoir nos droits au regard d'un comportement inéquitable de la part de notre client.

Compte tenu de l'échec de cette démarche, nous avons engagé la procédure d'arbitrage devant le CIRDI comme cela est prévu par les termes du contrat de gestion déléguée relatifs à la gestion des différends.

Cette procédure initiée sur l'exercice 2023 est toujours en cours à la date d'arrêté des comptes du Groupe au 30 juin 2024.

Fin du marché du Centre de tri de Grenoble

La métropole Grenoble-Alpes a souhaité programmer la reconstruction du centre de tri. Compte tenu du timing, une prorogation du contrat initial de 4 mois, soit jusqu'à fin avril 2020 a été octroyée à la société STAR ATHANOR.

La société STAR ATHANOR a participé à l'appel d'offre pour la construction et l'exploitation du nouveau centre de tri mais n'a pas été retenue.

Dans le cadre des opérations de fin de la délégation de service public pour l'exploitation du centre de tri d'Athanor, nous avons établi un projet de décompte en conclusion duquel nous réclamons la somme de 379 K€ essentiellement sur le fondement des effets du COVID 19 sur l'exploitation de l'installation.

En réponse, la Communauté d'agglomération Grenoble-Alpes Métropole a cru pouvoir émettre, le 28 décembre 2020, un projet de décompte rectifié faisant apparaître une réclamation de sa part pour un montant global de 4,4 M€. Nous avons rejeté chacune des demandes formulées dans ce décompte qui ne comportait aucune justification sérieuse et de ce fait aucune provision n'a été comptabilisée à ce stade.

La métropole Grenoble-Alpes a effectué une requête indemnitaire auprès du Tribunal administratif pour un montant d'environ 2,4 M€.

Le Groupe considère que la majorité des demandes de la Métropole est infondée. Une provision avait été constituée à hauteur de 83 K€ au 31 décembre 2022.

En raison de l'absence d'événement relatif à cette affaire sur l'année 2023 et le premier semestre 2024, la provision est maintenue dans les comptes au 30 juin 2024.

Litige avec Idex Environnement (Zéphire)

Suite à l'entrée de Paprec Holding dans le capital de notre société, IDEX ENVIRONNEMENT, notre associé dans Zéphire, estime pouvoir contraindre le Groupe à lui céder notre part majoritaire dans le capital de Zéphire sur le fondement de la clause « Exclusion » prévue aux statuts de cette société.

Suite à notre opposition à cette position, la société IDEX ENVIRONNEMENT a intenté une action auprès du Tribunal de Commerce de Paris qui a rendu son jugement le 5 avril 2024.

Par ce jugement, le Tribunal de commerce de Paris notamment :

- « Constate l'exclusion encourue de droit par GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT (GPE) et PIZZORNO ENVIRONNEMENT INDUSTRIES (PE INDUSTRIES) ;
- Déboute SAS IDEX ENVIRONNEMENT de ses demandes de :
 - Juger que les titres ZEPHIRE détenus par GPE et PE INDUSTRIES appartiennent dorénavant à IDEX ENVIRONNEMENT, et
 - Ordonner le transfert des titres ZEPHIRE détenus par GPE et PE INDUSTRIES à IDEX ENVIRONNEMENT sans qu'il ne soit plus nécessaire d'obtenir la renonciation à l'exclusion de la part de l'assemblée générale ;

- Dit que toute exclusion de GPE et PE INDUSTRIES du capital de ZEPHIRE ne sera effective qu'à l'obtention par IDEX ENVIRONNEMENT de l'agrément du SITTOMAT de la nouvelle structure de l'actionnariat de ZEPHIRE ;
- Ordonne, en cas d'impossibilité de l'assemblée de statuer sur la renonciation (absence de quorum ou autre difficulté), le transfert des titres de ZEPHIRE détenus par GPE et PE INDUSTRIES à IDEX ENVIRONNEMENT ;
- Dit que la date d'appréciation de la valeur des titres de GPE et PE INDUSTRIES s'entend de la valeur de ceux-ci à la date du 12 novembre 2021 ;
- Se dit incompétent quant à la désignation d'un expert financier. »

Le Groupe a fait appel de cette décision au cours du premier semestre 2024. La procédure est toujours en cours.

En parallèle de cette procédure, des négociations ont été initiées avec IDEX ENVIRONNEMENT.

Correction d'erreur sur les comptes 2023

En juillet 2024, le Groupe a identifié une anomalie relative au calcul de la réduction générale des cotisations (ex-réduction FILLON) sur la fin de l'année 2023. Cette anomalie est liée au paramétrage du système à la suite de la migration du logiciel en 2023. Le montant à régulariser s'élève à 1 469 K€, soit un impact après impôts de - 1 090 K€.

Conformément à la norme IAS 8, l'ajustement consécutif à une correction d'erreur doit être comptabilisé de manière rétrospective comme si l'erreur ne s'était pas produite, c'est-à-dire en corrigeant la comptabilisation, l'évaluation ainsi que les informations présentées en annexes (IAS 8.42 et 8.43). Les comptes publiés au 31 décembre 2023 ont été ainsi retraités en conséquence.

A noter que l'impact de cette erreur ne concernant que le second semestre 2023, aucune correction n'a été opérée sur le compte de résultat comparatif au 30 juin 2023.

III / PERSPECTIVES POUR LE SECOND SEMESTRE 2024

L'activité du second semestre 2024 bénéficiera de la dynamique commerciale soutenue grâce aux nombreux renouvellements de contrats et à la conquête de nouveaux marchés, témoignant ainsi de la confiance renouvelée des clients :

- Démarrage de la Délégation de Service Public pour la prévention et la gestion globale des déchets de la Communauté de communes Lacs et Gorges du Verdon, couvrant 16 communes, pour une durée de 10 ans et un montant total de 37 M€.
- Renouvellement et extension du contrat avec Esterel Côte-d'Azur Agglomération pour la collecte des déchets et la propreté urbaine de son territoire. Ce contrat, d'une durée de 7 ans représente un montant total de 186,1 M€, consolidant ainsi la position stratégique du Groupe sur ce marché clé.
- Enfin, le Groupe a remporté le contrat de nettoyage des espaces publics et voiries de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (La Valette du Var, La Garde, La Crau et Carqueiranne pour une durée de 4 ans représentant un volume d'affaires de 3,7 M€.

Au 30 juin 2024, le Groupe bénéficie d'un solide carnet de commandes, ne comprenant que les commandes fermes, qui s'élève à 1,2 Mrd€ dont 86 M€ pour 51% de Zéphire et 184 M€ pour notre participation au Pôle de Transition Environnementale (sociétés mises en équivalence).

IV / PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Les informations sur les opérations entre les parties liées relatives au semestre clos le 30 juin 2024 figurent en note 12 de l'annexe aux comptes consolidés condensés inclus dans le présent rapport financier semestriel.

Magali DEVALLE

GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT

Société anonyme

109, rue Jean Aicard

83300 Draguignan

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024

Novances - David et Associés

"Immeuble Horizon"

455, Promenade des Anglais

06285 Nice Cedex 3

Société de Commissariat aux Comptes inscrite
à la Compagnie Régionale de Aix-Bastia

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide

92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 188 160 €

572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT

Société anonyme

109, rue Jean Aicard

83300 Draguignan

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Nice et Marseille, le 7 octobre 2024

Les commissaires aux comptes

Novances - David et Associés

Deloitte & Associés



Rémi JOURDAN

Elizabeth MAUNIER

GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT

AU 30 JUIN 2024



PIZZORNO
E N V I R O N N E M E N T

Sommaire

1. ETATS FINANCIERS CONDENSES	3
1.1. Bilan Consolidé	3
1.2. Compte de résultat consolidé	5
1.3. OCI Part du groupe	6
1.4. OCI Intérêts non contrôlés	6
1.5. Etat de variation de capitaux propres consolidés	7
1.6. Tableau de flux de trésorerie consolidé	9
2. Note d'information generale	10
3. Referentiel comptable	10
3.1. Correction d'erreurs	11
4. Evénements majeurs de la periode	14
5. Evénements postérieurs à la clôture	18
6. Passifs éventuels	18
7. Saisonnalité.....	20
8. Périmètre de consolidation.....	21
8.1. Société mère.....	21
8.2. Filiales consolidées	21
8.3. Participations non consolidées	22
8.4. Obligations.....	22
8.5. Méthode de conversion pour les entreprises étrangères.....	22
9. Notes explicatives sur les comptes.....	23
9.1. Traitement des goodwill	23
9.2. Immobilisations corporelles	24
9.3. Participations mises en équivalence.....	25
9.4. Impôts différés actifs et passifs.....	26
9.5. Créances nettes de dépréciations (classification IFRS 9 au coût amorti).....	26
9.6. Autres actifs (courants et non courants) hors stocks et trésorerie	27
9.7. Emprunts et dettes financières à long terme (classification IFRS 9 au coût amorti)	28
9.8. Coût de l'endettement financier brut	29
9.9. Autres produits et charges financiers	29
9.10. Impôts	30
9.11. Engagements hors bilan	30
9.12. Activités abandonnées	31
9.13. Information sur les justes valeurs.....	31
10. Dividendes payés.....	31
11. Informations sectorielles par secteur d'activité	32
12. Transactions avec les parties liées.....	33

1. ETATS FINANCIERS CONDENSES

1.1. Bilan Consolidé

ACTIF

		Juin 2024	Décembre 2023 retraité (*)	Décembre 2023 publié
Immobilisations incorporelles		455	464	464
Ecart d'acquisition	9.1	10 874	10 874	10 874
Immobilisations corporelles	9.2	112 374	108 375	108 375
Titres mis en équivalence	9.3	214	37	37
Autres actifs financiers	9.6	39 102	41 470	41 470
Impôts différés	9.4	376	0	0
Actifs non-courants		163 396	161 221	161 221
Stocks et en-cours		2 107	2 063	2 063
Clients et autres débiteurs	9.5	88 800	87 284	87 284
Créances d'impôt	9.6	2 032	633	633
Autres actifs courants	9.6	1 099	809	809
Vmp et autres placements		70 967	74 194	74 194
Disponibilités		18 235	18 459	18 459
Actifs courants		183 240	183 442	183 442
Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés	9.12	306	305	305
Total Actif		346 942	344 968	344 968

* Les comptes consolidés clos le 31 décembre 2023 ont été retraités dans le cadre des corrections d'erreurs mentionnées en note 3.1 Correction d'erreur.

| PASSIF

		Juin 2024	Décembre 2023 retraité (*)	Décembre 2023 publié
Capital		21 416	21 416	21 416
Primes liées au capital		4	4	4
Actions propres		-2 128	-2 196	-2 196
Autres réserves		70 354	62 056	62 056
Résultat		8 812	13 579	14 650
Capitaux propres, part du groupe		98 457	94 858	95 929
Intérêts minoritaires		105	154	173
Capitaux propres		98 563	95 012	96 102
Emprunts et dettes financières	9.7	68 253	73 734	73 734
Engagements envers le personnel		16 594	16 318	16 318
Autres provisions		25 556	31 426	31 426
Impôts différés	9.4	5 216	3 913	3 913
Autres passifs long terme		158	209	209
Passifs non courants		115 776	125 601	125 601
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	9.7	27 951	28 717	28 717
Concours bancaires		1 799	651	651
Provisions (part à moins d'un an)		6 232	6 523	6 523
Fournisseurs et autres créditeurs		87 185	82 902	81 433
Dettes d'impôt		1	2 335	2 715
Autres passifs courants		8 522	2 323	2 323
Passifs courants		131 690	123 451	122 361
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés		913	904	904
Total Passif		346 942	344 968	344 968

* Les comptes consolidés clos le 31 décembre 2023 ont été retraités dans le cadre des corrections d'erreurs mentionnées en note 3.1 Correction d'erreur.

1.2. Compte de résultat consolidé

		Juin 2024	Juin 2023
Chiffre d'affaires		134 592	127 992
Autres produits de l'activité		3	8
Achats consommés		-7 380	-8 336
Charges externes		-32 293	-25 564
Charges de personnel		-72 671	-67 931
Impôts et taxes		-2 086	-3 009
Dotation aux amortissements		-15 850	-13 088
Dotation aux dépréciations et provisions		3 687	-2 203
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		2	45
Autres produits et charges d'exploitation		-125	514
Résultat opérationnel courant		7 880	8 429
Résultat sur cession de participations consolidées		0	0
Autres produits et charges opérationnels		87	718
Résultat opérationnel		7 968	9 146
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		1 742	667
Coût de l'endettement financier brut		-1 070	-415
Coût de l'endettement financier net	9.8	672	252
Autres produits et charges financiers	9.9	3 294	1 254
Résultat des mises en équivalence	9.3	-9	4
Résultat avant impôt		11 925	10 656
Impôts sur les bénéfices	9.10	-3 003	-2 806
Résultat après impôt		8 921	7 850
Résultat des activités destinées à être cédées ou abandonnées		0	0
Résultat net total		8 921	7 850
Part du groupe		8 812	7 777
Part des intérêts non contrôlés		110	73
Résultat par action		2,279483	2,028840
Résultat dilué par action		2,279483	2,028840

1.3. OCI Part du groupe

	Juin 2024	Juin 2023
Eléments du résultat global non recyclables	-212	-698
OCI Engagement retraite (IAS19)	-286	-973
ID sur OCI Engagement retraite (IAS19)	74	274
Eléments du résultat global recyclables	-251	-178
OCI Var. JV titres	-7	-1
ID sur OCI Var. JV titres	2	0
Réserves de conversion groupe	-246	-178
OCI part du groupe	-463	-877

1.4. OCI Intérêts non contrôlés

	Juin 2024	Juin 2023
Eléments du résultat global non recyclables	-11	-14
OCI Engagement retraite (IAS19) - Intérêts non contrôlés	-15	-20
ID sur OCI Engagement retraite (IAS19) - Intérêts non contrôlés	4	6
Eléments du résultat global recyclables	-4	6
Réserves de conversion des intérêts non contrôlés	-4	6
OCI part des intérêts non contrôlés	-15	-8

1.5. Etat de variation de capitaux propres consolidés

	Capital	Réserves liées au capital	Titres en auto- contrôle	Réserves de conversion	Réserves OCI	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres part du groupe	Intérêts non contrôlés	Capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2022	21 416	4	-2 208	1 013	-2 063	68 483	86 645	79	86 724
Opérations sur le capital							0		0
Paielements fondés sur des actions							0		0
Opérations sur titres auto-détenus			66			34	100		100
Dividendes versés						-3 866	-3 866	-44	-3 910
<i>Résultat de la période</i>						7 777	7 777	73	7 850
<i>Eléments du résultat global non recyclable</i>					-698		-698	-14	-713
<i>Eléments du résultat global recyclable</i>				-178	-1		-178	6	-172
Résultat global de la période	0	0	0	-178	-699	7 777	6 901	65	6 966
Variation de périmètre							0		0
Autres variations							0		0
Capitaux propres au 30 juin 2023	21 416	4	-2 142	836	-2 762	72 428	89 780	101	89 880
Capitaux propres au 31 décembre 2022	21 416	4	-2 208	1 013	-2 063	68 483	86 645	79	86 724
Opérations sur le capital							0		0
Paielements fondés sur des actions							0		0
Opérations sur titres auto-détenus			12			44	56		56
Dividendes versés						-3 866	-3 866	-44	-3 910
<i>Résultat de la période</i>						14 650	14 650	152	14 802
<i>Eléments du résultat global non recyclable</i>					-1 421		-1 421	-22	-1 443
<i>Eléments du résultat global recyclable</i>				-110	-25		-135	8	-127
Résultat global de la période	0	0	0	-110	-1 447	14 650	13 094	138	13 232
Variation de périmètre							0		0
Autres variations							0		0
Capitaux propres au 31 décembre 2023 publié	21 416	4	-2 196	904	-3 509	79 311	95 929	173	96 102

	Capital	Réserves liées au capital	Titres en auto- contrôle	Réserves de conversion	Réserves OCI	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres part du groupe	Intérêts non contrôlés	Capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2022	21 416	4	-2 208	1 013	-2 063	68 483	86 645	79	86 724
Opérations sur le capital							0		0
Paielements fondés sur des actions							0		0
Opérations sur titres auto-détenus			12			44	56		56
Dividendes versés						-3 866	-3 866	-44	-3 910
<i>Résultat de la période</i>						13 579	13 579	133	13 712
<i>Eléments du résultat global non recyclable</i>					-1 421		-1 421	-22	-1 443
<i>Eléments du résultat global recyclable</i>				-110	-25		-135	8	-127
Résultat global de la période	0	0	0	-110	-1 447	13 579	12 023	119	12 142
Variation de périmètre							0		0
Autres variations							0		0
Capitaux propres au 31 décembre 2023 retraité (*)	21 416	4	-2 196	904	-3 509	78 240	94 858	154	95 012
Capitaux propres au 31 décembre 2023 retraité	21 416	4	-2 196	904	-3 509	78 240	94 858	154	95 012
Opérations sur le capital							0		0
Paielements fondés sur des actions							0		0
Opérations sur titres auto-détenus			68			12	80		80
Dividendes versés						-4 833	-4 833	-44	-4 877
<i>Résultat de la période</i>						8 812	8 812	110	8 921
<i>Eléments du résultat global non recyclable</i>					-212		-212	-11	-223
<i>Eléments du résultat global recyclable</i>				-246	-5		-251	-4	-254
Résultat global de la période	0	0	0	-246	-217	8 812	8 349	95	8 444
Variation de périmètre						5	5	-101	-97
Autres variations									
Capitaux propres au 30 juin 2024	21 416	4	-2 128	658	-3 727	82 236	98 458	104	98 562

* Les comptes consolidés clos le 31 décembre 2023 ont été retraités dans le cadre des corrections d'erreurs mentionnées en note 3.1 Correction d'erreur

1.6. Tableau de flux de trésorerie consolidé

		Jun 2024	Jun 2023
Résultat net total consolidé		8 921	7 850
Elim. du résultat des mises en équivalence	9.3	9	-4
Elim. des amortissements et provisions		12 099	14 599
Elim. des profits / pertes sur actualisation		-2 657	-802
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		-59	-1 054
Elim. des produits de dividendes		-6	-5
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		18 307	20 585
Elim. de la charge (produit) d'impôt	9.10	3 003	2 806
Elim. du coût de l'endettement financier net	9.8	-672	252
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		20 638	23 642
Variation du BFR lié aux créances clients		-3 635	11 638
Variation du BFR lié aux stocks		-44	-13
Variation du BFR lié aux dettes fournisseurs		918	6 672
Variation du BFR lié aux dettes et créances		6 392	-17 774
Impôts payés	9.10	-5 714	-2 533
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		18 555	21 633
Incidence des variations de périmètre		- 170	
Acquisition d'immobilisations corporelles	9.2	-20 323	-20 740
Acquisition d'immobilisations incorporelles		-60	-311
Acquisition d'actifs financiers		-605	
Variation des prêts et avances consentis		2 887	1 855
Subventions d'investissement reçues		50	72
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		476	2 961
Cession d'actifs financiers		52	15
Dividendes reçus			
Revenus des placements de trésorerie	9.8	1 742	415
Autres flux liés aux opérations d'investissement			
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		- 15 951	-15 733
Augmentation de capital			
Cession (acquisition) nette d'actions propres		12	66
Emission d'emprunts	9.7	9 005	4 994
Remboursement d'emprunts	9.7	-13 236	-11 360
Remboursement d'emprunts IFRS 16	9.7	-1 767	-1 808
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	10		-3 866
Dividendes payés aux intérêts non contrôlés		-44	-44
Acquisition de participation complémentaire dans une société déjà intégrée		- 97	
Intérêts financiers versés	9.8	-1 070	-667
Autres flux liés aux opérations de financement			
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		- 7 197	-12 685
Incidence de la variation des taux de change		-7	26
Variation de la trésorerie		-4 599	-6 757
Trésorerie d'ouverture		92 002	60 955
Trésorerie de clôture		87 403	54 197
Variation de la trésorerie		-4 599	- 6 757

2. NOTE D'INFORMATION GENERALE

La société Groupe Pizzorno Environnement est une Société Anonyme au capital de 21 416 000 euros divisé en 4 000 000 actions, dont le siège social est à Draguignan (83300), 109 rue Jean Aicard ; elle est immatriculée au RCS de Draguignan (France) sous le N° 429 574 395 (2000B33) depuis le 18/2/2000. Depuis le 8 juillet 2005, elle est cotée à Paris sur le marché Euronext Paris, compartiment C. La durée d'existence de la société est de 90 ans.

Elle exerce ses activités, via ses filiales en France et au Maghreb, dans le domaine de la protection de l'environnement, de l'élimination et de la valorisation des déchets sous toutes leurs formes, notamment le ramassage, le traitement, le transport, le recyclage des ordures, les nettoyages industriels et urbains, l'assainissement, la filtration et le traitement des eaux.

Les présents comptes consolidés condensés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 1^{er} octobre 2024.

3. REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes semestriels clos le 30 juin 2024 du Groupe Pizzorno Environnement sont présentés et ont été préparés sur la base des dispositions de la norme IAS 34 « information financière intermédiaire ». S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information financière requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe Pizzorno Environnement pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2024 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Ces principes comptables sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, présentés dans la Note 3.1 des comptes consolidés du Rapport annuel 2023.

Les normes et interprétations devenues d'application obligatoire au 01/01/2024 sont les suivantes :

- Amendement à IFRS 16 : Passif de location relatif à une cession-bail ;
- Amendements à IAS 1 : Classement des passifs en tant que passifs courants et non courants ;
- Amendement à IAS 7 et IFRS 7 : Accords de financement fournisseurs.

La mise en œuvre de ces nouvelles normes n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe en 2024.

Les comptes consolidés de la période intermédiaire ont été établis sur la base des règles utilisées pour la clôture de l'exercice 2023. L'impôt société notamment est calculé en fonction des taux connus par opération pour chaque entité au 30/06/2024. Le taux retenu pour le calcul de l'impôt différé des sociétés françaises est celui prévu par la loi de finance de l'année 2024, soit 25,83%. La direction estime à ce jour que le groupe sera, dans le futur, soumis à la contribution sociale de 3.3%.

3.1. Correction d'erreurs

Correction des cotisations (ex-réduction FILLON)

Le Groupe a identifié, en juillet 2024, une anomalie dans le calcul de la réduction générale des cotisations (ex-réduction FILLON) sur la fin de l'année 2023. Cette anomalie est liée au paramétrage du système à la suite de la migration du logiciel en 2023. Le montant à régulariser s'élève à 1 469 K€, soit un impact après impôts de - 1 090 K€.

Conformément à la norme IAS 8, l'ajustement consécutif à une correction d'erreur doit être comptabilisé de manière rétrospective comme si l'erreur ne s'était pas produite, c'est-à-dire en corrigeant la comptabilisation, l'évaluation ainsi que les informations présentées en annexes (IAS 8.42 et 8.43).

A noter que l'impact de cette erreur ne concernant que le second semestre 2023, aucune correction n'a été opérée sur le compte de résultat comparatif au 30 juin 2023.

L'impact de cette correction sur les comptes au 31/12/2023 est le suivant :

ACTIF	31/12/2023 (comptes publiés)	Impact correction d'erreur	31/12/2023 (comptes retraités)
Immobilisations incorporelles	464		464
Ecart d'acquisition	10 874		10 874
Immobilisations corporelles	108 375		108 375
Titres mis en équivalence	37		37
Autres actifs financiers	41 470		41 470
Impôts différés	0		0
Total Actifs non-courants	161 221	0	161 221
Stocks et en-cours	2 063		2 063
Clients et autres débiteurs	87 284		87 284
Créances d'impôt	633		633
Autres actifs courants	809		809
VMP et autres placements	74 194		74 194
Disponibilités	18 459		18 459
Total Actifs courants	183 442	0	183 442
Activités abandonnées	305		305
Total Actif	344 968	0	344 968

PASSIF	31/12/2023 (comptes publiés)	Impact correction d'erreur	31/12/2023 (comptes retraités)
Capital	21 416		21 416
Primes liées au capital	4		4
Actions propres	-2 196		-2 196
Autres réserves	62 055		62 055
Résultat	14 650	-1 071	13 579
Capitaux propres, part du groupe	95 929	-1 071	94 858
Intérêts non contrôlés	173	-19	154
Intérêts non contrôlés	173	-19	154
Total Capitaux Propres	96 102	-1 090	95 012
Emprunts et dettes financières	73 734		73 734
Engagements envers le personnel	16 318		16 318
Autres provisions	31 426		31 426
Impôts différés	3 913		3 913
Autres passifs long terme	209		209
Passifs non courants	125 601	0	125 601
Emprunts (part à moins d'un an)	28 717		28 717
Concours bancaires	651		651
Provisions (part à moins d'un an)	6 523		6 523
Fournisseurs et autres créditeurs	81 433	1 469	82 902
Dettes d'impôt	2 715	-379	2 335
Autres passifs courants	2 323		2 323
Passifs courants	122 361	1 090	123 451
Activités abandonnées	904		904
Total Passif	344 968	0	344 968

RESULTAT	31/12/2023 (comptes publiés)	Impact correction d'erreur	31/12/2023 (comptes retraités)
Chiffre d'affaires	264 566		264 566
Achats consommés	-16 329		-16 329
Charges externes	-51 959		-51 959
Charges de personnel	-140 396	-1 469	-141 865
Impôts et taxes	-4 435		-4 435
Dotation aux amortissements	-28 509		-28 509
Dotation aux dépréciations et provisions	-5 673		-5 673
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	-74		-74
Autres produits et charges d'exploitation	1 134		1 134
Résultat opérationnel courant	18 326	-1 469	16 856
Autres produits et charges opérationnels	581		581
Résultat opérationnel	18 906	-1 469	17 437
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1 767		1 767
Coût de l'endettement financier brut	-1 070		-1 070
Coût de l'endettement financier net	697	0	697
Autres produits et charges financiers	1 524		1 524
Résultat avant impôt	21 127	-1 469	19 657
Impôts sur les bénéfices	-6 338	379	-5 958
Résultat après impôt	14 789	-1 090	13 699
Résultat des ME	13		13
Activités abandonnées	0		0
Résultat net total	14 802	-1 090	13 712
Part du groupe	14 650	-1 071	13 579
Part des minoritaires	152	-19	133

A noter que l'impact de cette erreur ne concernant que le second semestre 2023, aucune correction n'a été opérée sur le compte de résultat comparatif au 30 juin 2023.

4. EVÉNEMENTS MAJEURS DE LA PERIODE

Nouveau marché pour la construction et l'exploitation du futur Pôle de Transition Environnementale de l'agglomération dracénoise

Avec Paprec Energie, le Groupe a remporté la construction et l'exploitation du futur Pôle de Transition Environnementale de Dracénie Provence Verdon. Ce contrat a une durée de 25 ans et représente un investissement de 130 M€.

Ce contrat de Délégation de Service Public (DSP) porte sur la construction et l'exploitation :

- d'une unité de tri-pré-traitement,
- d'une unité de valorisation des déchets ménagers et assimilés, et
- d'un réseau de chaleur .

L'investissement total s'élève à 130 M€ et sera porté par une Société d'Economie Mixte à Opération unique (SEMOP).

L'objectif du futur Pôle de Transition Environnementale est de garantir l'autonomie et la maîtrise des coûts de traitement des déchets ménagers du territoire tout en valorisant l'énergie produite localement en chaleur et en électricité par la production de Combustible Solide de Récupération (CSR).

Arrêt du centre d'exploitation d'OUM AZZA

En octobre 2019, notre filiale TEODEM a procédé à la signature d'un protocole de résiliation à l'amiable de l'exploitation du centre de traitement et de valorisation des déchets d'Oum Azza, à effet du 30 juin 2020. En mai 2020, le client n'ayant pas réussi à confier, comme il l'avait prévu à un autre prestataire, l'exploitation de ce site, nous a sollicité pour reporter la date d'effet du protocole de résiliation au 31 décembre 2020.

Compte-tenu des arriérés non payés par le client sur ce contrat, et de notre prudence quant à sa capacité à nous payer cette exploitation supplémentaire, nous avons refusé sa demande.

Sous le prétexte d'un prétendu dégagement d'odeur, quatre jours avant la prise d'effet de la résiliation au 30 juin 2020, le client a mis en demeure TEODEM de régulariser la situation dans les 24 heures.

Malgré notre réponse dès le 27 juin 2020, le client a cru pouvoir prendre une décision de « mise en régie » de l'exploitation le 1er juillet 2020 soit le lendemain de la date fixée dans le protocole pour la prise d'effet de la résiliation du contrat de gestion déléguée (30 juin 2020).

Par ailleurs, cette même décision de mise en régie provisoire comporte une autre décision unilatérale, sans aucun fondement juridique invoqué, de suspension de la convention de gestion déléguée et du protocole de résiliation.

Pour notre part, et conformément au protocole, nous avons arrêté l'exploitation comme prévu le 30 juin 2020.

La décision du client du 1er juillet 2020 a été contestée dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir. Le 9 mars 2021, le Tribunal Administratif de Rabat a déclaré notre requête irrecevable en ce qu'elle devrait être portée devant le juge du contrat et non celui de l'excès de pouvoir. Afin de respecter les clauses du contrat et du protocole de résiliation, nous avons mis en œuvre les clauses de règlement des conflits qui prévoient la saisine du Ministère de l'Intérieur comme conciliateur, et en cas d'échec la saisine du CIRDI.

En août 2023, le Groupe a entrepris la saisine du CIRDI afin de faire valoir nos droits au regard d'un comportement inéquitable de la part de notre client.

Compte tenu de l'échec de cette démarche, nous avons engagé la procédure d'arbitrage devant le CIRDI comme cela est prévu par les termes du contrat de gestion déléguée relatifs à la gestion des différends. Cette procédure initiée sur l'exercice 2023 est toujours en cours à la date d'arrêté des comptes du Groupe au 30 juin 2024.

Litige du collectif de salariés TEODEM

Pour rappel, le contrat de collecte entre la société TEODEM et le client ECI a été résilié par anticipation en date du 30 juin 2020 et un nouvel opérateur a pris la suite de TEODEM pour l'exécution du contrat. En dépit de cela, au cours du 1er semestre 2022, un litige avec un collectif d'anciens salariés de TEODEM a débuté. La société TEODEM a été assignée aux prud'hommes marocains. Les salariés considèrent qu'ils auraient dû être licenciés et réclament des indemnités de licenciement alors que dans ce type de contrat, les salariés sont théoriquement repris par le nouvel opérateur. De plus, au cours de l'exercice 2022, un salarié ayant agi hors de la procédure collective s'est fait débouter par les prud'hommes pour des demandes similaires. Le montant global réclamé par les anciens salariés s'élève à 7,9 M€.

Sur la base d'une évaluation du risque par le conseil de la société TEODEM, une provision de 1,7 M€ a toutefois été comptabilisée au 31 décembre 2022.

En 2023, le collectif des salariés a été débouté en première instance. La quasi –totalité des salariés ayant fait appel. Une reprise de 0,2 M€ a été faite au 31 décembre 2023 pour tenir compte de ceux qui ont décidé de ne pas poursuivre la procédure.

Au cours du premier semestre 2024, le Groupe a gagné la procédure en appel. Cependant, le délai de pourvoi en cassation n'est pas encore terminé à la date d'arrêté des comptes. Le Groupe a alors décidé de conserver la provision dans les comptes au 30 juin 2024.

Fin du marché du Centre de tri de Grenoble

La métropole Grenoble-Alpes a souhaité programmer la reconstruction du centre de tri. Compte tenu du timing, une prorogation du contrat initial de 4 mois, soit jusqu'à fin avril 2020 a été octroyé à la société STAR ATHANOR.

La société STAR ATHANOR a participé à l'appel d'offre pour la construction et l'exploitation du nouveau centre de tri mais n'a pas été retenue.

Dans le cadre des opérations de fin de la délégation de service publique pour l'exploitation du centre de tri d'Athanor, nous avons établi un projet de décompte en conclusion duquel nous réclamons la somme de 379 K€ essentiellement sur le fondement des effets du COVID 19 sur l'exploitation de l'installation.

En réponse, la Communauté d'agglomération Grenoble-Alpes Métropole a cru pouvoir émettre, le 28 décembre 2020, un projet de décompte rectifié faisant apparaître une réclamation de sa part pour un montant global de 4,4 M€. Nous avons rejeté chacune des demandes formulées dans ce décompte qui ne comportait aucune justification sérieuse et de ce fait aucune provision n'a été comptabilisée à ce stade.

La métropole Grenoble-Alpes a effectué une requête indemnitaire auprès du Tribunal administratif pour un montant d'environ 2,4 M€.

Le Groupe considère que la majorité des demandes de la Métropole est infondée. Une provision avait été constituée à hauteur de 83 K€ au 31 décembre 2022.

En raison de l'absence d'événement relatif à cette affaire sur l'année 2023 et le premier semestre 2024, la provision est maintenue dans les comptes au 30 juin 2024.

Litige avec IDEX Environnement (Zéphire)

Suite à l'entrée de Paprec Holding dans le capital de notre société, IDEX ENVIRONNEMENT, notre associé dans Zéphire, estime pouvoir contraindre le Groupe à lui céder notre part majoritaire dans le capital de Zéphire sur le fondement de la clause « Exclusion » prévue aux statuts de cette société.

Suite à notre opposition à cette position, la société IDEX ENVIRONNEMENT a intenté une action auprès du Tribunal de Commerce de Paris qui a rendu son jugement le 5 avril 2024.

Par ce jugement, le Tribunal de commerce de Paris notamment :

- « Constate l'exclusion encourue de droit par GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT (GPE) et PIZZORNO ENVIRONNEMENT INDUSTRIES (PE INDUSTRIES) ;
- Déboute SAS IDEX ENVIRONNEMENT de ses demandes de :
 - Juger que les titres ZEPHIRE détenus par GPE et PE INDUSTRIES appartiennent dorénavant à IDEX ENVIRONNEMENT, et
 - Ordonner le transfert des titres ZEPHIRE détenus par GPE et PE INDUSTRIES à IDEX ENVIRONNEMENT sans qu'il ne soit plus nécessaire d'obtenir la renonciation à l'exclusion de la part de l'assemblée générale ;
- Dit que toute exclusion de GPE et PE INDUSTRIES du capital de ZEPHIRE ne sera effective qu'à l'obtention par IDEX ENVIRONNEMENT de l'agrément du SITOMAT de la nouvelle structure de l'actionariat de ZEPHIRE ;
- Ordonne, en cas d'impossibilité de l'assemblée de statuer sur la renonciation (absence de quorum ou autre difficulté), le transfert des titres de ZEPHIRE détenus par GPE et PE INDUSTRIES à IDEX ENVIRONNEMENT ;
- Dit que la date d'appréciation de la valeur des titres de GPE et PE INDUSTRIES s'entend de la valeur de ceux-ci à la date du 12 novembre 2021 ;
- Se dit incompétent quant à la désignation d'un expert financier. »

Le Groupe a fait appel de cette décision au cours du premier semestre 2024. La procédure est toujours en cours.

En parallèle de cette procédure, des négociations ont été initiées avec IDEX ENVIRONNEMENT.

Congés payés lors des arrêts maladie : loi DDAUE 2024

La Cour de cassation a rendu fin 2023 et début 2024 des arrêts qui réécrivent le code du travail sur les droits des salariés en période d'arrêt maladie et l'acquisition du droit à congés. Ces arrêts conduisent au maintien du droit à congés payés pendant les périodes de suspension du contrat de travail : maladie non professionnelle, accident du travail et maladie professionnelle supérieure à 1 an.

Le 8 février 2024, le Conseil d'Etat a rendu un avis permettant d'éclaircir les intentions du législateur :

- Limiter l'acquisition des droits à congés à 4 semaines par an (conforme au droit européen) ;
- Prévoir un délai maximal de report. Le Conseil d'Etat estime qu'il est possible de prévoir une durée maximale de report pour les droits acquis avant et après l'entrée en vigueur de la loi. Un délai de report de 15 mois est envisagé dans le projet d'amendement du gouvernement ;
- Prescription, forclusion, loi de validation : le Conseil d'Etat rappelle qu'en matière d'indemnité compensatrice de congés payés, la prescription est de 3 ans à compter du jour où celui qui l'exerce a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer. Le Conseil d'Etat estime possible de prévoir que l'action du salarié qui est encore dans l'entreprise et qui demande le droit de prendre des congés au titre des dispositions introduites par le droit national par la loi de transposition, est soumise à un délai de forclusion de 2 ans à compter de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions législatives.

Sur cette base, au 31 décembre 2023, le Groupe avait procédé à une estimation du montant qui pourrait résulter de cette nouvelle législation en tenant compte d'un délai de prescription de 3 ans pour l'ensemble des salariés.

Le montant estimé au 31/12/2023 pour le Groupe était de 843 K€. Au vu du montant et de l'incertitude juridique, il avait été décidé de ne pas comptabiliser de provisions.

Fin avril 2024, la loi relative à diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union Européenne, loi dite DDAUE, a été publiée au Journal Officiel. Elle comporte notamment les dispositions suivantes :

- Limite de l'acquisition des droits à congés :
 - o 24 jours par an pour les maladies et accidents non professionnels ;
 - o 30 jours par an pour les maladies ou accidents professionnels supérieurs à 1 an.Dans le cas où un accord d'entreprise serait plus intéressant pour le salarié, cet accord s'applique.
- Pour les salariés en poste : rétroactivité depuis le 1^{er} décembre 2009 pour les arrêts maladie ou accidents non professionnels avec un délai de forclusion de 2 ans.
- Pour les salariés sortis des effectifs : la prescription triennale de droit commun s'applique. Les sociétés sont soumises à une obligation d'information des salariés.

Au 30 juin 2024, le Groupe a estimé l'impact de cette nouvelle réglementation. Il est de 644 K€ et a été comptabilisé sur le premier semestre 2024.

Contrôle URSSAF

Certaines sociétés du groupe ont fait l'objet d'un contrôle URSSAF sur le premier semestre 2024. Ce contrôle est toujours en cours et le principal point identifié à date concerne la réduction des cotisations.

Cette anomalie concernant l'année 2023, la prise en compte de son impact a fait l'objet d'une correction d'erreur pour les comptes consolidés clos au 31 décembre 2023 (*Cf. 3.1 Correction d'erreurs*).

Variations de périmètre du 1^{er} semestre 2024

Plusieurs variations de périmètre sont intervenues au cours du 1^{er} semestre 2024 :

- La SEMOP POLE DE TRANSITION ENVIRONNEMENTALE DE LA DRACENIE exploite le site de tri-valorisation dans le cadre du marché avec Dracénie Provence Verdon. Elle a été constituée sur le premier semestre 2024. Cette société fait l'objet d'une gestion commune avec les autres partenaires et a donc été intégrée selon la méthode de la mise en équivalence. Les impacts sur les comptes du Groupe au 30 juin 2024 ne sont pas matériels (*Cf. paragraphe 9.3 – Participations mises en équivalence*).
- La société DRACEVAL CONSTRUCTION a pour objet la construction d'une unité de tri-valorisation exploitée dans le cadre du marché avec Dracénie Provence Verdon. La société a été constituée sur le premier semestre 2024. Cette société fait l'objet d'une gestion commune avec les autres partenaires et a donc été intégrée selon la méthode de la mise en équivalence. Les impacts sur les comptes du Groupe au 30 juin 2024 ne sont pas matériels (*Cf. paragraphe 9.3 – Participations mises en équivalence*).
- Les 50% du capital de la SCI LA MOLE initialement détenue par une société anglaise liquidée ont fait l'objet d'un rachat par PE INDUSTRIES. La société était déjà intégrée globalement dans les comptes consolidés du groupe mais le pourcentage d'intérêt est passé de 47,82% à 97,82%.

Guerre en Ukraine

La guerre en Ukraine persiste depuis février 2022 et a des répercussions importantes sur les marchés financiers et sur les prix de certaines matières premières, affectant l'ensemble de l'économie mondiale. Néanmoins, les effets négatifs sur le Groupe Pizzorno Environnement sont limités (le Groupe et ses fournisseurs n'étant notamment pas présents dans les zones touchées par ce conflit).

5. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

6. PASSIFS ÉVENTUELS

Les passifs éventuels font l'objet d'une information en annexe. Ils correspondent à :

- Des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise, ou
- Des obligations actuelles résultant d'événements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation, ou car le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Taxe foncière en période de post-exploitation

Ainsi que décrit dans le paragraphe 3.14, le groupe a provisionné dans ses comptes les coûts correspondants à ses obligations de suivi trentenaire des Centres de Suivi des Déchets Ultimes (CSDU). Cependant dans une jurisprudence récente (22/11/2017), le Conseil d'Etat a considéré que la taxe foncière due par le propriétaire exploitant, devait être calculée pour ce type de site sur la base due pour les propriétés bâties, et ce y compris pendant la période de post-exploitation.

Les sommes éventuellement dues à ce titre pendant la période de suivi trentenaire n'ont pas été provisionnées par le groupe depuis la clôture au 31 décembre 2017, car trop d'incertitudes subsistaient pour permettre d'évaluer un montant de manière raisonnable :

- D'une part le statut du groupe vis-à-vis de ces sites pendant la période de post-exploitation n'était pas connu, ce qui conditionnait l'exigibilité et le mode de calcul de la taxe (notamment des négociations étaient en cours avec les bailleurs concernant les baux emphytéotiques sur les deux sites concernés pouvant conduire pour l'un d'entre eux à une absence d'exigibilité de cette taxe durant la période de post-exploitation) ;
- D'autre part la fédération nationale des activités de la dépollution et de l'environnement (FNADE), organisation professionnelle représentative des industriels de l'environnement, s'était saisie de ce sujet et avait notamment entrepris un dialogue avec la direction de la législation fiscale en vue de préciser la manière de déterminer la taxe ;
- En 2019, l'article 121 de la loi de finances pour 2020 (loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019) a notamment modifié l'article 1499-00 A du Code Général des Impôts en insérant l'alinéa suivant : « L'article 1499 ne s'applique pas à la détermination de la valeur locative des équipements

indissociables des installations de stockage de déchets autorisées conformément au titre 1er du livre V du code de l'environnement, dès lors que les installations ont cessé de procurer des revenus provenant de l'enfouissement de déchets avant le 1er janvier de l'année au titre de laquelle l'imposition est établie, sans qu'il soit tenu compte des revenus accessoires provenant de l'extraction de biogaz. » :

- Cet article a pour objet de faire glisser les CSDU en post-exploitation d'une activité industrielle relevant de la méthode comptable, qui repose sur le prix de revient des investissements passibles de la taxe foncière sur les propriétés bâties à une activité commerciale relevant de la grille tarifaire qui repose sur une surface pondérée valorisée par un tarif au m² mais ainsi l'évaluation des taxes foncières afférentes s'avère être plus complexe : en effet la méthode est différente entre un site en exploitation (méthode comptable) et un site en post-exploitation (méthode tarifaire), sachant toutefois que cette mesure réduira significativement la base de calcul de la taxe foncière qui serait due.
- Enfin, en 2020, l'article 132 de la loi de finances pour 2021 (loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020) est revenue sur ce régime afin d'en clarifier les contours en précisant quelles sont les installations visées par la mesure d'exclusion de la méthode comptable ainsi que la date à compter de laquelle la méthode d'évaluation suivant la méthode tarifaire prévue pour les locaux professionnels s'applique.

Compte tenu de l'ensemble de ces incertitudes, des actions encore en cours de la FNADE et de la durée de la projection en cause (trente ans), il n'était pas possible pour le groupe d'estimer de manière fiable ses obligations futures en la matière jusqu'au 31 décembre 2020 et le passif éventuel lié à cette obligation pouvait varier selon les hypothèses retenues entre zéro et 12,4 M€ (avant effets d'actualisation).

Dès la promulgation de la loi de finances pour 2021 fixant enfin un cadre définitif à l'évaluation de cette taxe pour les CSDU, et compte tenu de la complexité pour l'évaluer de manière fiable, le Groupe a fait appel à un conseil fiscal externe afin de l'aider à déterminer les montants à provisionner.

Cette évaluation, faite à partir de l'évolution des taux et des coefficients constatés sur les 5 dernières années pour l'imposition des locaux professionnels, a pris comme hypothèse que le site était susceptible d'être classé dans une des trois catégories fiscales suivantes :

- DEP 1 : terrains exploités commercialement comme lieux de dépôt à ciel ouvert ;
- IND 2 : carrières et établissements assimilables ;
- EXC 1 : locaux ne relevant d'aucune des catégories précédentes par leurs caractéristiques sortant de l'ordinaire.

Pour le site du Balançan, le Groupe a ajusté la provision pour suivi trentenaire au 31 décembre 2020 d'un montant de 1 272 K€ au 31 décembre 2020, sur la base du montant de taxe foncière résultant de l'hypothèse la plus basse soit IND 2 (1 781 K€). Le Groupe considère en effet qu'il devrait, dans le meilleur des cas, s'acquitter à minima du montant résultant de l'hypothèse basse (NB : à noter qu'un montant de 509 K€ était déjà provisionné au titre de la taxe foncière depuis l'exercice 2018, ce qui explique la différence entre le montant ajusté de la provision et celui de l'hypothèse la plus basse IND 2).

Pour information, le complément de taxe foncière résultant de la prise en compte des deux autres hypothèses serait respectivement de 3 359 K€ (EXC 1) et 14 846 K€ (DEP 1), ce qui aurait pour conséquence une provision complémentaire de respectivement 2 850 K€ et 14 337 K€.

Pour le site de Roumagayrol, le conseil fiscal du Groupe a formulé le 19 novembre 2021 un retour chiffré de l'évaluation des taxes foncières et cotisation foncière des entreprises selon les modalités d'évaluation des locaux professionnels. Cette estimation, effectuée en considérant la totalité du site fermé à partir de 2028 et en retenant la catégorie IND 2 qui demeure être la plus favorable s'élève à 1 504 K€ (impact global sur 30 ans). A titre d'information, en retenant la catégorie DEP1 (impact global sur 30 ans de 14 095 K€) et EXC1 (impact global sur 30 ans de 5 177 K€), des provisions complémentaires auraient été passées respectivement pour 3,4 M€ et 0,7 M€.

Un arrêt du Conseil d'Etat du 11 février 2022 et un jugement de la Cour Administrative d'Appel de Douai du 15 septembre 2022, dans une affaire initiée par une autre entreprise du secteur concernant l'assujettissement à la taxe foncière des alvéoles pourraient avoir un impact positif sur les évaluations décrites ci-avant.

En février 2024, un dégrèvement partiel a été reçu pour le site de Roumagayrol pour les années 2021 et 2022 à hauteur de 93% de la demande. Le produit à recevoir a été comptabilisé dans les comptes au 31 décembre 2023 et une estimation du dégrèvement pour le site du Balançan a également été provisionnée sur les mêmes bases que le site de Roumagayrol. Le dégrèvement a été reçu au cours du 1^{er} semestre 2024 et les demandes de dégrèvement pour l'exercice 2023 ont été déposées et les produits à recevoir anticipés comptabilisés dans les comptes au 30 juin 2024. A noter que les provisions pour les taxes foncières afférentes au 30 juin 2024 ont été provisionnées dans les comptes en tenant compte des dégrèvements qui seraient obtenus.

Cependant, la direction considère que tant que l'Administration fiscale n'intégrera pas directement lors de l'envoi des avis initiaux, les dégrèvements sollicités, il subsistera un risque au niveau des provisions antérieurement constituées pour les provisions pour suivi trentenaire. Pour le site de Roumagayrol, l'avis 2024 reçu intègre le dégrèvement. Cependant l'impact est relativement faible et il a été prévu de réviser l'ensemble des éléments des provisions trentenaires pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2024. Ce dégrèvement n'a donc pas été pris en compte pour la provision trentenaire de Roumagayrol au 30 juin 2024.

Litige avec l'ANGED

Dans le cadre du marché passé avec l'ANGED pour l'exploitation de la décharge de Djebel Chekir, une caution de bonne fin était exigée du GIE Pizzorno-AMSE, titulaire du marché, pour un montant total de 2.110.356,144 TND, soit 642 K€.

La part du groupe Pizzorno dans le GIE Pizzorno-AMSE est de 60% et celle de notre partenaire, l'AMSE de 40%.

Cette caution a été consentie par la BIAT avec une contre garantie en France de la BPCA en proportion de la part de GPE dans le GIE (60%) soit une contre garantie de 1.266.214 TND, soit 384 K€. Le GIE considère que la caution a cessé de produire ses effets le 31/12/2015. GPE a demandé à la BPCA de solliciter une main levée de la caution auprès de la BIAT, laquelle a refusé. L'ANGED a de son côté tenté d'actionner la caution mais la BIAT n'a pas satisfait à cette demande. L'ANGED a alors engagé une procédure devant le Tribunal de première Instance de Tunis. Ce dernier a rendu un jugement ordonnant le paiement d'un montant de 2.110.356,144 Dinars à l'ANGED au titre du montant de la caution bancaire outre les intérêts à partir du 28/01/2016 et les frais de procédure. La BIAT a fait appel du jugement. Le GIE n'ayant pas pu intervenir pour sa défense en première instance, a également fait appel. La décision de la Cour d'Appel confirme la décision de première instance. Un pourvoi en cassation a été diligenté par la BIAT. A ce stade de la procédure, aucune provision n'a été comptabilisée par le Groupe.

7. SAISONNALITÉ

Une partie de l'activité de traitement des déchets est soumise à une saisonnalité estivale pour les communes du littoral. Cependant, l'effet est négligeable pour l'ensemble du groupe compte tenu de la variété des implantations géographiques en France et à l'étranger.

8. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

8.1. Société mère

Groupe Pizzorno Environnement
Société Anonyme au capital de 21 416 000 €
109, rue Jean Aicard
83300 DRAGUIGNAN
RCS Draguignan 429 574 395 (2000 B 33)

8.2. Filiales consolidées

			Clôture Méthode intégration	Taux de contrôle	Taux d'intérêt
Abval	Draguignan	808 275 754	Globale	100	100
Azur valorisation	Draguignan	802 579 755	Globale	100	100
Deverra	Draguignan	808 318 349	Globale	100	100
Draceval Construction	Paris	930 747 621	Mise en équivalence	50	50
Dragui-gaz	Draguignan	843 312 620	Mise en équivalence	50	50
Dragui-transports	Draguignan	722 850 070	Globale	100	96
Exarent	Draguignan	804 024 289	Globale	100	100
GIE AMSE	Tunis (Tunisie)		Globale	100	59
La Mole	Draguignan	490 920 634	Globale	100	98
Pizzorno Environnement Industries	Draguignan	803 515 444	Globale	100	100
Pizzorno Environnement International	Draguignan	803 515 519	Globale	100	100
Pizzorno Environnement Services	Draguignan	525 244 190	Globale	100	100
Pizzorno Global Services	Draguignan	808 299 671	Globale	100	100
Propolys	Draguignan	525 089 371	Globale	100	100
Samnet	Saint-Ambroix	302 221 403	Globale	100	100
Segedema	Rabat (Maroc)		Globale	100	98
Pizzorno Environnement Eau et Assainissement (Selfema)	Draguignan	323 592 295	Globale	100	99
Semop Pôle de transition environnementale de la Dracénie	Draguignan	930 642 616	Mise en équivalence	29	29
Star-Athantor	La Tronche	790 294 508	Globale	100	100
Teodem	Rabat (Maroc)		Globale	100	99
Teomara	Rabat (Maroc)		Globale	100	99
Teorif	Rabat (Maroc)		Globale	100	99
Pizzorno Environnement Tunisie	Tunis (Tunisie)		Globale	100	99
Valeor	Draguignan	802 557 942	Globale	100	100
Valteo	Draguignan	802 556 241	Globale	100	100
Zephire	Toulon	790 031 546	Mise en équivalence	51	51

8.3. Participations non consolidées

Certaines participations ont été exclues du périmètre de consolidation parce qu'il s'agit d'entreprises en sommeil ou sur lesquelles le Groupe n'exerce aucune influence notable.

	% capital détenu	Quote-part capitaux propres	Résultat exercice 2023	Valeur brute des titres	
SCI du Balançan	16,66	6	34	173	(1)
GIE varois d'assainissement	5,00	(nd)	(nd)	1	
IRFEDD	13,50	(nd)	(nd)	3	
SPANC Sud Sainte Baume	30,00	(nd)	(nd)	9	(2)
Le bateau blanc	7,74	(nd)	(nd)	5	
Total				191	

(1) La valeur des titres est justifiée par la valeur des terrains

(2) Le groupe n'exerce aucune influence sur la gestion de la société

(nd) Eléments non disponibles

8.4. Obligations

Depuis l'exercice 2017, le Groupe place une partie de sa trésorerie en obligations cotées pour un montant de 4 812 K€ au 30 juin 2024 (juste valeur à cette date). Ce placement est classé en « Titres disponibles à la vente » et comptabilisé à la juste valeur par OCI, considérant que le fait qu'il soit soumis à un risque non négligeable de changement de valeur ne permettait pas de la considérer comme un « équivalent de trésorerie ».

Pour rappel, lorsqu'une obligation présente une perte de valeur pour risque de crédit, une dépréciation est constatée directement en résultat. Ainsi, les obligations Casino, Rallye et SGIS TV18 sont dépréciés à hauteur de 444 K€ au 30 juin 2024, dont 4 K€ constitués sur la période.

8.5. Méthode de conversion pour les entreprises étrangères

Les postes de bilan des sociétés marocaines et tunisiennes sont convertis dans les comptes consolidés du Groupe sur la base du cours de change en vigueur à la date d'arrêté des comptes. Les postes du compte de résultat ainsi que le tableau de financement sont convertis sur la base du taux moyen de la période. Les écarts de conversion sont comptabilisés au bilan en capitaux propres.

Les différents taux de conversion utilisés sont les suivants :

Pays	Taux début exercice	Taux moyen exercice	Taux fin exercice
Maroc	10,9410	10,8314	10,6470
Tunisie	3,3910	3,3774	3,3740

9. NOTES EXPLICATIVES SUR LES COMPTES

9.1. Traitement des goodwill

Les goodwill ont été déterminés par différence entre les coûts d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs acquis et passifs repris identifiés dans le cadre de regroupements d'entreprises ou en contrepartie des engagements de retraite afférents aux salariés repris dans le cadre de nouveaux contrats remportés par le Groupe.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs », les goodwill ne sont pas amortis mais leur valeur est testée au moins une fois par an ou en cas d'indice de perte de valeur. Pour les besoins de ce test, les valeurs d'actifs sont regroupées par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). Le Groupe a défini ses UGT sur la base du niveau auquel il organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne.

Cinq UGT ont ainsi été définies par le groupe :

- Collecte / Nettoyement

Cette UGT regroupe l'ensemble des activités de collecte d'ordures ménagères, collecte par relevage des colonnes sélectives, nettoyage urbain, mise à disposition de caissons pour DIB (déchets industriels banals) auprès d'industriels et de particuliers.

- Traitement

Cette UGT est composée des activités traitement du groupe réalisées sur les sites du Cannet des Maures, de Pierrefeu du Var, de Cabasse et d'Aboncourt (il s'agit d'une DSP).

- Tri/ Valorisation

Cette UGT regroupe le centre de tri du Muy et la déchetterie de Sainte Maxime.

- Assainissement / Nettoyage

Cette UGT concerne l'activité Assainissement et curage pour les collectivités et les particuliers.

- Export

Cette UGT regroupe l'ensemble des contrats de collecte et traitement des déchets à l'international et concerne nos activités au Maroc.

Le Groupe réalisant des tests de dépréciation des goodwill au 31 décembre et en l'absence d'indices de perte de valeur au 30 juin 2024, aucun test de dépréciation n'a été nécessaire au 30 juin 2024 (pour rappel, les actifs immobilisés de l'UGT Export sont intégralement dépréciés depuis la clôture au 31 décembre 2020).

9.2. Immobilisations corporelles

	Ouverture	Acquisitions	Cessions	Virements de poste à poste	Ecart de conversion	Clôture
Terrains	8 030					8 030
Constructions	105 847	784	-855		6	105 782
Installations tech, matériel & outillage	37 108	1 221	-679	959	0	38 609
Autres immobilisations corporelles	172 197	17 793	-7 845	1 087	42	183 274
Immobilisations corporelles en cours	3 363	892		-2 046		2 209
Immobilisations corporelles	326 544	20 691	-9 378	0	48	337 905
Amt. constructions/terrains	74 986	4 570	-145	0	6	79 417
Amt. Install tech, matériel & outill.	26 730	1 993	-672	0	-0	28 051
Amt. autres immobilisations corp.	115 286	9 202	-7 534	0	51	117 005
Amt. Immobilisations corporelles	217 002	15 766	-8 352	0	57	224 473
Dépré. Immobilisations corporelles	1 167		-115		5	1 057
Dépré. Immobilisations corporelles	1 167	0	-115	0	5	1 057
Total valeur nette	108 375	4 925	-911	0	-15	112 374

La variation des immobilisations corporelles relatives aux retraitements des contrats de crédits-bails et contrats de location se ventile ainsi :

	Ouverture	Acquisitions	Cessions	Ecarts de conversion	Autres	Clôture
Terrains	1 728					1 728
Constructions	25 958	338	-709	6		25 592
Autres immobilisations corporelles	23 162	30	-2 629	26		20 589
Immobilisations corporelles	50 847	368	-3 338	31	0	47 908
Amt. constructions/terrains	13 596	1 549		5	-0	15 150
Amt. autres immobilisations corp.	22 676	102	-2 629	26	0	20 174
Amt. Immobilisations corporelles	36 272	1 651	-2 629	30	-0	35 325
Dépré. Immobilisations corporelles	57		-35			23
Dépré. Immobilisations corporelles	57	0	-35	0	0	23
Total valeur nette	14 518	-1 283	-675	1	0	12 561

9.3. Participations mises en équivalence

Ce poste enregistre la part du Groupe dans les capitaux propres des entreprises associées.

Il est constitué de quatre sociétés :

- La société ZEPHIRE acquise en 2013 qui exploite dans le cadre d'une délégation de service public une unité de valorisation énergétique et a construit une nouvelle unité dans le cadre de la même délégation.
- La société DRAGUIGAZ acquise en 2018 exploite une station de gaz naturel pour véhicules. L'activité de cette société a débuté au cours du 2nd semestre 2019.
- La SEMOP POLE DE TRANSITION ENVIRONNEMENTALE DE LA DRACENIE exploite le site de tri-valorisation dans le cadre du marché avec Dracénie Provence Verdon. Elle a été constituée sur le premier semestre 2024.
- La société DRACEVAL CONSTRUCTION a pour objet la construction d'une unité de tri-valorisation exploitée dans le cadre du marché avec Dracénie Provence Verdon. La société a été constituée sur le premier semestre 2024.

Ces sociétés sont des co-entreprises sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint et n'a qu'un droit sur les actifs nets. Les sociétés sont donc intégrées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les principaux agrégats de ces sociétés sont les suivants pour le premier semestre 2024 (K€) :

	Zéphire	Draguigaz	Semop	Draceval Construction	
Chiffre d'affaires	16 705	448	0	0	
Résultat net	- 920	14	0	0	
Résultat global	- 920	14	0	0	
Dividendes versés	-	-	0	0	
Actifs non courants nets de caducité	39 003	466	0	0	
Actifs courants	16 586	336	500	50	
Passifs non courants	67 038	88	500	50	
Passifs courants	17 943	714	0	0	
Total bilan net de caducité	55 589	802	500	50	
Impact résultat conso	- 16	7	0	0	- 9
Impact bilan Actif	0	44	145	25	214

9.4. Impôts différés actifs et passifs

Ces postes concernent les impôts différés dont la ventilation par nature est la suivante (en milliers d'euros) :

	Juin 2024		Décembre 2023	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
- Différences temporaires				
Participation des salariés	128		328	
Provisions non déductibles	41		74	
Reports fiscaux déficitaires			-	
Divers	1		2	
Total	170	-	404	-
- Provisions non constatées en social	175		156	
- Annulation provisions règlementées		4 809		4 656
- Location financement	51		55	
- Evaluation d'actif à la juste valeur		129		129
- Provisions suivi trentenaire		3 508		2 827
- Cessions immo. Intragroupe		51		50
- Indemnités fin de carrière	3 203		3 132	
- Divers	58		2	
Total	3 657	8 497	3 749	7 662
Compensation ID actifs et passifs par entité et par pays	- 3 281	- 3 281	- 3 749	- 3 749
Total impôt différé par nature	376	5 216	-	3 913

9.5. Créances nettes de dépréciations (classification IFRS 9 au coût amorti)

Au 30 juin 2024

	Actifs échus à la date de clôture nets de dépréciation				Actif non dépréciés et non échus	Total
	0 à 6 mois	6 mois à 1 an	Plus d'1 an	Total		
Créances clients	16 655	2 830	11 234	30 718	40 704	71 422

(*) Le cumul des provisions pour créances douteuses et débiteurs divers est de 20 054 K€ (16 680 K€ au titre des créances douteuses et 3 374 K€ au titre des débiteurs divers).

Sur les 11 234 K€ de créances échues à plus d'un an nettes de dépréciation, 9 842 K€ concernent des créances collectivités locales au Maroc.

A noter que le total global des créances marocaines clients brutes s'élève à 29 897K€ (dont 28 492 K€ à plus d'un an) dépréciées selon les modalités définies dans les comptes annuels au 31 décembre 2023 pour un montant de 18 649 K€ (dont 2 409 K€ liés à l'effet temps).

Au 31 décembre 2023

	Actifs échus à la date de clôture nets de dépréciation				Actif non dépréciés et non échus	Total
	0 à 6 mois	6 mois à 1 an	Plus d'1 an	Total		
Créances clients	24 759	1 357	10 106	36 222	31 565	67 787

(*) Le cumul des provisions pour créances douteuses et débiteurs divers est de 19 489 K€ (16 235K€ au titre des créances douteuses et 3 254 K€ au titre des débiteurs divers).

Les mouvements sur les pertes de crédit sur clients se présentent comme suit :

	Ouverture	Acquisitions	Cessions	Ecarts de conversion	Autres	Clôture
Perte de crédit attendues sur créances commerciales	17 171	55	-18	437		17 646
Dépréciations liées à l'effet temps	2 318	26		64		2 409
Total valeur nette	19 489	81	-18	501	0	20 054

9.6. Autres actifs (courants et non courants) hors stocks et trésorerie

Classification IFRS9	Juin 2024		Décembre 2023	
	Non courants	Courants	Non courants	Courants
Prêts				
Participations non consolidées	191		451	
Titres immobilisés	10 812		10 644	
Dépôts de garantie et cautionnements	1 826		1 833	
Comptes à terme bloqués	600		-	
Impôts différés	376			
Créances clients nettes de dépréciation		71 422		67 787
Créances d'impôts		2 032		633
Créances diverses nettes de dépréciation	25 673	17 378	28 541	19 497
Charges constatées d'avance		1 099		809
Total	39 478	91 931	41 470	88 726

Les actifs non courants correspondent à la part à plus d'un an des actifs. Ils comprennent l'avance de 34 098 K€ faite à la société ZEPHIRE pour le financement de l'UVE de Toulon, dépréciée de 8 425 K€ (dont 673 K€ dans le cadre de l'application de la norme IFRS 9).

Afin d'évaluer le degré de recouvrabilité de cette créance, une projection des flux de trésorerie prévisionnels est effectuée lors de chaque arrêté.

La sensibilité aux principales hypothèses est très importante et toute variation à la baisse de ces dernières se traduirait par une dépréciation supplémentaire de la créance, à titre d'exemple :

- Une variation de chiffre d'affaires inférieure de 3% aux prévisions se traduirait par une dépréciation complémentaire de 3,2 M€ ;
- La prise en compte d'un taux d'EBE sur chiffre d'affaires inférieur de 2% pour toutes les années présentées se traduirait par une dépréciation complémentaire de 2,2 M€.

9.7. Emprunts et dettes financières à long terme (classification IFRS 9 au coût amorti)

	Juin 2024		Décembre 2023	
	Non courants	Courants	Non courants	Courants
Emprunts auprès établis. de crédit				
- Échéances - 1 an		24 699		25 240
- Échéances de 1 à 5 ans	53 122		54 705	
- Échéances + 5 ans	5 486		7 598	
Location retraitée IFRS 16				
- Échéances - 1 an		3 155		3 374
- Échéances de 1 à 5 ans	6 241		6 953	
- Échéances + 5 ans	3 384		4 461	
Autres dettes financières				
- Échéances - 1 an		96		103
- Échéances de 1 à 5 ans	20		18	
- Échéances + 5 ans	-		-	
Total	68 253	27 951	73 734	28 717

Aucun emprunt n'est assorti de covenants

Les mouvements constatés sur les emprunts sont les suivants :

	Décembre 2023	Augmentation	Remboursement (*)	Ecarts de conversion	Autres	Juin 2024
Emprunts établissements de crédit	87 543	9 000	- 13 236			83 307
Location financement	14 788	368	- 2 377	1		12 780
Autres dettes financières	121	6	- 10			117
Total	102 451	9 373	- 15 622	1	-	96 204

(*) Les remboursements d'emprunts pour la location financement de 2 377 K€ comprennent 609 K€ qui correspondent à une diminution de la dette sans impact sur la trésorerie

La variation de l'endettement financier se présente ainsi :

		Juin 2024	Variation	Décembre 2023
Trésorerie brute	(a)	89 202	-3 451	92 653
Concours bancaires	(b)	-1 799	-1 148	-651
Trésorerie (c) = (a) + (b)		87 403	-4 599	92 002
Endettement financier brut (courant et non courant)	(d)	-96 204	6 247	-102 451
Endettement financier net (d) - (c)		-8 801	1 649	-10 450

9.8. Coût de l'endettement financier brut

	Juin 2024	Juin 2023
Intérêts sur emprunts	940	268
Intérêts sur contrats de location	125	136
Intérêts des dettes commerciales	0	0
Intérêts et agios bancaires	5	8
Intérêts divers	0	2
Reprise sur provisions financières	0	0
Total de l'endettement financier brut	1 070	415
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-1 742	-667
Total de l'endettement financier net	-672	-252

9.9. Autres produits et charges financiers

	Juin 2024	Juin 2023
Produits financiers sur créance société ME	869	1 082
Autres produits financiers	26	5
Autres charges financières		
Provisions charges d'actualisation *	2 386	188
Provisions financières	14	23
Cessions d'immobilisations financières		
Résultat de change	- 0	2
Total Résultat financier	3 294	1 254

* Les provisions pour charges d'actualisation sont liées pour + 2 638 K€ (450 K€ au 30/06/2023) aux provisions suivi trentenaire et -253 K€ (- 262 K€ au 30/06/2023) aux engagements de retraite.

9.10. Impôts

	Juin 2024		Juin 2023	
Impôts différés	-	1 018	-	2 533
Impôt exigible	-	1 985	-	273
Total Impôts sur les bénéfices	-	3 003	-	2 806

Le passage de l'impôt théorique aux taux en vigueur, à la charge d'impôt totale pour l'exercice, est justifié par les éléments suivants :

	Juin 2024
Résultat net consolidé (hors résultat des sociétés MEE et hors activités arrêtées)	8 930
Charge d'impôt effective	3 003
Résultat consolidé avant impôt	11 933
Charge d'impôt théorique (25,83%)	3 082
Impact différence taux France	- 25
Impact des différences de taux (Maroc)	- 19
Impact écarts permanents	- 35
Charge d'impôt	3 003

9.11. Engagements hors bilan

	Juin 2024	Décembre 2023
Intérêts restant à payer sur emprunts	4 375	4 477
Redevances de crédit-bail restant à payer excédant les dettes financières de crédit-bail comptabilisées en emprunts au passif du bilan (1)	2	3
Cautions données	579	564
Autres garanties	793	784
Total Engagements donnés	5 749	5 828
Privilège prêteur de derniers	-	-
Nantissement d'actions	-	-
Nantissement de matériels	-	-
Nantissement de comptes à terme	600	-
Hypothèques	174	174
Total dettes garanties par des sûretés	774	174

(1) Suite au retraitement des crédits-bails dans les comptes consolidés, l'ensemble de la dette restant à payer sur ces contrats est ventilée entre la part représentative du capital (inscrite au bilan dans la rubrique emprunt) et la part représentative des intérêts (inscrite en engagement hors bilan).

9.12. Activités abandonnées

Tunisie : Le contrat de gestion du centre de traitement du Grand Tunis est arrivé à échéance 31/08/2014 et nous avons souhaité de ne pas être candidat à notre succession. En conséquence de cette décision, nous avons arrêté l'activité du GIE Pizzorno / AMSE courant 2014.

Considérant que cette activité abandonnée constituait des lignes d'activité et/ou des zones géographiques principales et distinctes, le Groupe a traité cette dernière conformément aux préconisations de la norme IFRS 5.

En l'absence d'activité, aucun résultat opérationnel n'a été dégagé sur l'exercice. Les actifs et passifs sont regroupés sur des lignes distinctes et représentent les soldes en cours à la date d'arrêt.

Maroc : malgré l'arrêt des contrats au Maroc, il a été décidé de ne pas classer les activités au Maroc en activités abandonnées. En effet, le Groupe n'a pas décidé de quitter la zone géographique de façon définitive et étudie l'opportunité de nouveaux contrats.

9.13. Information sur les justes valeurs

Les « autres titres » sont composés de :

- 4 812 K€ d'obligations ;
- 6 600 K€ de comptes à terme ;
- 191 K€ de participations non consolidées (Cf. paragraphe 8.3).

Ils correspondent aux lignes « Titres de participation », « Titres immobilisés » et « Comptes à terme bloqués » présentés dans le tableau de la note 9.6 – Autres actifs.

Le Groupe détient une catégorie d'actifs financiers (obligations) d'un montant de 4 812 K€, classés en Autres titres évalués à la juste valeur par référence à un marché coté. La variation de juste valeur au 30 juin 2024 s'élève à - 5 K€ comptabilisée en OCI.

10. DIVIDENDES PAYES

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action payé par le Groupe au titre des exercices 2023 et 2022.

En euros	2023 voté en 2024	2022 voté en 2023
Dividende total payé	4 833 055	3 865 537
Dividende par action	1,25	1,00

A noter que les dividendes ont été votés mais non payés au 30 juin 2024.

11. INFORMATIONS SECTORIELLES PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Le Groupe est structuré en 2 principaux secteurs d'activité :

- Le secteur « Traitement-Valorisation » qui comprend l'exploitation d'installations de stockage et de traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains, des déchets industriels, boues et mâchefers, ainsi que le tri sélectif et la valorisation des ordures ménagères et autres résidus urbains.
- Le secteur « Propreté » qui comprend l'ensemble des autres activités du Groupe et, plus particulièrement :
 - o La collecte et le transport des ordures ménagères et autres résidus urbain
 - o Le nettoyage urbain
 - o L'enlèvement des déchets industriels
 - o Les autres activités de diversification : assainissement, nettoyage industriel, compostage, travaux publics etc...

Les résultats par secteurs d'activité pour le premier semestre 2024, hors activités abandonnées sont détaillés ci-après :

	Secteur Propreté	Secteur Traitement	Autres	Consolidé
Chiffre d'affaires	104 956	29 637		134 593
Résultat opérationnel	2 507	5 461		7 968
Résultat financier	1 832	2 134		3 966
Quote-part dans le résultat des entreprises associées				-9
Résultat avant impôts				11 924
Charges d'impôt sur le résultat				-3 003
Résultat net de l'exercice avant activités abandonnées				8 921

Au 30 juin 2023, ces mêmes données (hors activités abandonnées) étaient de :

	Secteur Propreté	Secteur Traitement	Autres	Consolidé
Chiffre d'affaires	100 389	27 603		127 992
Résultat opérationnel	5 844	3 302		9 146
Résultat financier	1 152	354		1 506
Quote-part dans le résultat des entreprises associées				4
Résultat avant impôts				10 656
Charges d'impôt sur le résultat				-2 806
Résultat net de l'exercice avant activités abandonnées				7 850

Les charges significatives sans contrepartie en trésorerie sont les suivantes :

	Secteur Propreté	Secteur Traitement	Autres	Consolidé
Dotations aux amortissements et provisions	-11 589	-574		-12 163
Total				-15 294

Les données bilanciellles 2024 utilisées par l'entreprise par secteur d'activité sont les suivantes :

	Secteur Propreté	Secteur Traitement	Consolidé
Valeur nette comptable des immobilisations	71 767	41 062	112 829
Investissements réalisés	18 777	2 272	21 049

Au 31 décembre 2023, ces mêmes données étaient de :

	Secteur Propreté	Secteur Traitement	Consolidé
Valeur nette comptable des immobilisations	65 640	43 199	108 840
Investissements réalisés	35 659	8 099	43 758

La ventilation des goodwill par secteurs d'activité est la suivante :

	Secteur Propreté	Secteur Traitement	Autres	Consolidé
2024	10 471	403		10 874
2023	10 471	403		10 874

12. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Le Groupe est détenu à 51,82% par Mesdames Eliane PIZZORNO (usufruit) et Magali DEVALLE (nue-propriété). Le reliquat, soit 48,18% du capital, est principalement détenu par Paprec Holding qui détient 20% du capital et par le groupe GMB Invest qui détient 20,15% du capital.

Les transactions avec les parties liées (SCI de la Nartuby et SCI François-Charles Investissements, contrôlées par le groupe familial) sont non significatives sur la période et à ce titre ne sont pas détaillées.

La Présidente

ATTESTATION

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Draguignan, le 04 octobre 2024

Magali DEVALLE

Présidente

